



Ne réveillons pas les passions

La libéralisation du commerce est au point-mort, tant mieux!

Paul Krugman

LA MONDIALISATION est attaquée de toute part, et les populistes de droite comme de gauche dénoncent à cor et à cri les projets de nouveaux accords, comme le Traité transpacifique (TTP) et le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI). La plupart de ces politiciens racontent n'importe quoi. Si des obstacles se dressent sur la route de la mondialisation, c'est pour de bonnes raisons, et il ne suffira pas de dénoncer les erreurs économiques pour revenir à la normale.

À mon sens, ce qui est crucial, c'est qu'il y a toujours eu une dissonance entre le discours des économistes et des élites chantres du libre-échange et la réalité qui ressort des modèles économiques. Certes, la théorie classique du commerce enseigne que les échanges enrichissent les nations, alors que l'isolationnisme les appauvrit. Mais elle suggère aussi que le protectionnisme, s'il n'est pas poussé à l'extrême, a un coût relativement limité et que le commerce peut avoir un lourd impact sur la distribution des revenus entre les citoyens et faire des perdants aussi bien que des gagnants.

Pourquoi donc le libre-échange a-t-il la faveur des économistes et des élites politiques? S'agissant des économistes, je soupçonne que l'avantage comparatif est un concept séduisant — décrit par Paul Samuelson comme un parfait exemple de raisonnement qui aboutit à une conclusion à la fois exacte et non évidente, ce qui la rend chère au cœur des praticiens (voir «Remettre le commerce sur les rails», dans ce numéro de *F&D*). Les élites, quant à elles, estiment que le système commercial de l'après-guerre a été une réussite incomparable de la coopération internationale. C'est un argument de taille aux yeux des sommités qui se réunissent à Davos et parlent doctement des affaires du monde.

Et pendant longtemps — des années 40 aux années 80 —, la libéralisation du commerce a remarquablement bien progressé. Les perdants du commerce en pleine expansion n'étaient pas si visibles ni nombreux, surtout parce que la croissance prenait la forme de flux intrasectoriels entre des nations similaires, qui n'avaient guère d'impact sur la distribution.

Depuis 1990, cependant, les choses ont bien changé. Pour plusieurs raisons — la baisse du coût des transports et des communications (qu'illustre la révolution des porte-conteneurs), la volte-face économique des pays en développement, qui ont tourné le dos aux politiques de substitution des importations —, nous avons assisté à un gigantesque essor du commerce Nord-Sud, autrement dit entre des pays ayant des niveaux de développement



Paul Krugman, éminent professeur d'économie au Graduate Center de City University of New York.

(et de salaires) très différents. Ce commerce fait encore croître le revenu réel de part et d'autre, mais il a eu beaucoup plus d'incidence sur les emplois industriels et, probablement, sur la répartition du revenu entre le travail et le capital que l'expansion des échanges de 1950 à 1980. Les exportations de la Chine ont véritablement fait disparaître des millions d'emplois manufacturiers aux États-Unis; les importations provenant des pays en développement sont une raison importante, mais pas la seule, de la stagnation ou de la baisse des salaires des travailleurs peu qualifiés.

Comme l'a démontré Branko Milanović, le résultat global a été une augmentation considérable de la classe moyenne dans le

tiers-monde et du 1 % supérieur, mais aussi un déclin spectaculaire de la classe ouvrière des pays avancés. Dans l'optique du bien-être mondial, c'est sans doute positif : la hausse des revenus de centaines de millions de personnes qui vivaient auparavant dans la misère n'est pas une mince affaire. Mais c'est une maigre consolation pour les travailleurs du monde industrialisé, dont l'existence devient plus difficile, et non plus aisée.

Face à cette réalité, il est étonnant que le retour de bâton à l'encontre de la mondialisation ait mis si longtemps à se produire et qu'il ait jusqu'à présent des effets si discrets. Nombreux sont ceux qui ont prédit une poussée protectionniste après la Grande Récession; en fait, il n'y a guère eu de nouvelles restrictions des échanges, du moins jusqu'à présent.

Ce qui est sûr, c'est que l'élan des politiques commerciales et d'investissement toujours plus libérales semble au point-mort. En fait, il a commencé à s'essouffler dès avant la Grande Récession, sans parler de Donald Trump : le cycle de Doha est moribond depuis longtemps.

Faut-il s'inquiéter du fait que la route semble sans issue? Je dirais que non. Le commerce est remarquablement libre par rapport au passé, et les nouveaux accords proposés, tels que le TTP, ont trait davantage à la propriété intellectuelle et au règlement des différends qu'au commerce *per se*. Ce ne sera pas une tragédie s'ils n'aboutissent pas.

Une guerre commerciale mondiale — qui aurait des effets dévastateurs pour les pays pauvres qui dépendent de leurs exportations à haute intensité de main-d'œuvre — serait, bien sûr, une toute autre affaire. Mais, si nous pouvons éviter ce type de catastrophe, le mieux est de considérer que la mondialisation est un projet plus ou moins achevé, et de calmer le débat. ■